

Les organisations de l'Alliance Climatique disent OUI à la loi sur le CO2

Berne, le 10 septembre 2020. **Le Conseil national règle aujourd'hui les différences dans la loi sur le CO2. Pour l'Alliance Climatique Suisse, qui regroupe plus de 90 organisations de la société civile, grandes et petites, une chose est claire : la loi doit maintenant être finalisée et mise en œuvre le plus rapidement possible.**

De nombreuses mesures sont à saluer

La version pratiquement définitive de la loi sur le CO2 prend au sérieux le principe du pollueur-payeur. Elle contient des mesures incitatives pour la protection du climat et garantit une compensation sociale. Elle met ainsi le cap sur une politique de protection du climat plus efficace. «L'introduction d'une taxe sur les billets d'avion permet de contrer la croissance rapide du trafic aérien - c'est d'une grande importance pour la Suisse en tant que nation de grands voyageurs», déclare Greta Stieger d'actif-trafiC. Il en va de même pour le transport routier : «les émissions moyennes de CO2 des voitures neuves devraient être réduites de moitié d'ici 2030. C'est un premier pas dans la bonne direction», déclare Anders Gautschi, directeur de l'ATE. Pour Jürg Staudemann d'Alliance Sud, c'est aussi clair: «avec la nouvelle loi, la Suisse apporte une contribution importante à la justice climatique». La loi offre également la possibilité d'investir dans l'économie suisse. Cela permettra de créer des emplois qualifiés et durables, chose à ne pas sous-estimer en période de crise économique liée au Corona.

Le moyen le plus rapide et le plus efficace

Cependant, les négationnistes du climat et le lobby du pétrole et du gaz menacent de prendre le référendum contre la loi sur le CO2. «Si l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le CO2 était à nouveau reportée, toute la politique climatique suisse serait bloquée pendant au moins cinq ans», déclare Patrick Hofstetter, expert en protection du climat au WWF Suisse. Concrètement, cela serait une occasion manquée de restructurer l'économie de façon durable et aurait des conséquences dramatiques pour la lutte contre la crise climatique. «S'il y a un référendum, nous soutiendrons clairement la loi», déclare Christian Lüthi, directeur de l'Alliance Climatique. «Bien que cette loi ne soit pas suffisante pour freiner le réchauffement climatique, elle est certainement la voie la plus rapide pour avancer avec l'adhésion de la majorité de la population», déclare Christian Lüthi.

D'autres mesures sont nécessaires

L'objectif de la Suisse demeure de réduire rapidement ses émissions de gaz à effet de serre vers le zéro émission nette. «C'est aussi ce que demande la population, qui est descendu dans la rue par milliers l'année dernière pour soutenir des objectifs climatiques plus ambitieux», déclare Marie-Claire Graf de Swiss Youth for Climate. Des mesures de protection du climat encore beaucoup plus efficaces seront donc nécessaires à l'avenir. «Le travail parlementaire doit se poursuivre sans attendre. L'une des premières priorités est de faire en sorte que la place financière et l'agriculture cessent d'aggraver la crise climatique», déclare Georg Klingler de Greenpeace Suisse.

Personnes de contact

Alliance Climatique, Lars Tödter, lars.toedter@klima-allianz.ch, 079 658 73 85

WWF Suisse, Pierrette Rey, pierrette.rey@wwf.ch, 021 966 73 75

Greenpeace, Mathias Schlegel, mathias.schlegel@greenpeace.org, 079 794 61 23

ATE, Martin Winder, martin.winder@verkehrsclub.ch, 031 328 58 63

Alliance Sud, Jürg Staudenmann, juerg.staudenmann@alliancesud.ch, 079 152 41 72

Solarspar, Christa Mutter, chm@eco-communication.ch, 079 239 96 32

Grands-Parents pour le Climat, Alain Frei, co-président, alain.frei@gpclimat.ch, 079 542 59 10

Pain pour le Prochain, Yvan Maillard, maillard@bfa-ppp.ch, 079 267 01 09

Association Climat Genève, Yvonne Winteler, info@climatgeneve.ch, 079 793 83 07

Alternatiba Léman, Charlotte Nicoulaz, charlotte.nicoulaz@gmail.com, 077 436 05 79

Au sujet de l'Alliance Climatique

L'Alliance Climatique Suisse a été fondée en 2004. Avec ses plus de 90 organisations membres et partenaires dans les domaines de l'environnement, du développement, des mouvements religieux, de la jeunesse, des syndicats et de la protection des consommateurs, elle s'engage en faveur d'une politique climatique juste et durable.